

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Mouila : à quand la reprise des travaux du Centre de formation et de perfectionnement professionnels ?

LANCÉ le 22 décembre 2008 en grande pompe, ce chantier, confié initialement à une entreprise libanaise pour une durée de 36 mois, attend toujours sa livraison. Les quelques bâtiments sortis de terre sont complètement noyés dans une verdoyante végétation. La nature ayant repris ses droits.

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

MOUILA, chef-lieu de la province de la Ngounié, est quasiment le seul chef-lieu de province du pays non encore pourvu d'un centre de formation professionnel public fonctionnel. L'on a pourtant souvenance que les pouvoirs publics avaient initié, il y a une quinzaine d'années déjà, un projet de construction d'une structure moderne intégrant une architecture futuriste avec les corps de métier du secteur agricole, d'élevage et de pisciculture.

L'acte premier dudit projet sera posé par Pierre-André Kombila, alors ministre d'État en charge de la Formation professionnelle, de l'Enseignement technique, de la Réinsertion, chargé de l'Insertion professionnelle des jeunes. Il procéda par la suite à la visite du site situé à Bavanga, un quartier du 2^e arrondissement de la commune, avant que des travaux d'études architecturales et topographiques n'y soient réalisés. L'acte II consista en l'établissement du plan cadastral. Pour les autorités municipales, le centre devait être construit sur une superficie utile de 30,80 hectares pour accueillir les infrastructures propices aux métiers de la terre.

La relative embellie financière avait cependant permis à l'entreprise de reprendre le chantier le 20 juillet 2010. Hélas pas pour longtemps ! Juste le temps de poser quelques parpaings avant que tout ne s'arrête jusqu'à ce jour.



Sur le chantier de construction du futur Centre de formation professionnelle de Mouila, tout s'est brusquement arrêté un 14 octobre 2010.

Des formations qui, à en croire la tutelle, auraient pu favoriser l'auto-emploi chez les jeunes, sans oublier les résidents désirant parfaire leurs connaissances dans ces domaines-là.

Aussi, avec une enveloppe de 100 millions de francs disponible au niveau de la tutelle, l'acte III de cet investissement sera-t-il lancé le 9 juin 2008 avec les travaux de décapage du site. Une zone pour laquelle quelques familles, qui y étaient établies bien avant le projet, reçurent une compensation financière, pendant que d'autres continuent d'attendre. "Je suis parmi les premières personnes à s'être installées ici alors qu'il n'y avait aucune âme qui vive. Après avoir évalué mes arbres fruitiers et mes maisons, j'ai attendu en vain jusqu'aujourd'hui. Je pense qu'il est important que les nouvelles autorités revoient cette situation", espère un riverain.

Le 22 décembre 2008, l'ancien Premier ministre Jean Eyeghe Ndong lance officiellement les travaux confiés à la société libanaise SIM BTP. Celle-ci devait sortir le futur édifice de

terre et le livrer dans un délai de 36 mois. Le premier chef de chantier, Alain Pajanian, approché à cette époque, assurera même de l'effectivité du respect du cahier des charges contractuelles, sous la supervision locale de l'ancien proviseur du lycée technique Nyonda-Makita, Jean-Louis Mouiri.

Selon le plan cadastral, le bloc 1 devait abriter des salles de classe et le bâtiment de la Direction à un niveau, comprenant l'infirmerie et la bibliothèque. Puis, dans d'autres, les logements, les dortoirs des filles et garçons, le réfectoire, les ateliers. En sus des aires de jeux équipées de plateaux sportifs et de stades de football.

Dans le premier plan de la maquette, le centre devait bénéficier de 14 villas. Mais ce nombre fut réduit à 9. Contre toute attente, ce sont cinq bâtisses avec des toitures, sans portes ni fenêtres, que l'on observe sur le site. Le tout entouré d'une barrière inachevée et englouti dans la végétation.

Le nouveau chef de chantier,

l'Égyptien Tarek Agamy, explique que les travaux ont été interrompus le 14 octobre 2010 pour des raisons de trésorerie. La relative embellie financière avait cependant permis à l'entreprise de reprendre le chantier le 20 juillet 2010. Hélas pas pour longtemps ! Juste le temps de

poser quelques parpaings avant que tout ne s'arrête jusqu'à ce jour.

Du coup, de nombreux observateurs s'interrogent : à quand la reprise des travaux du Centre de formation et de perfectionnement professionnels de Mouila ?

Vite, des enquêtes pour situer les responsabilités !

F.N
Mouila/Gabon

LE début des travaux réalisés par la société adjudicataire du marché avait suscité un réel espoir auprès des Molvillois. Mais c'était trop beau pour être vrai, tant le chantier n'est pas allé à son terme. Récemment, lors de son passage sur les lieux, la ministre de tutelle, Camélia Ntoutoume-Leclercq, en mission de distribution de manuels

scolaires au secteur éducatif de la Ngounié, n'a nullement caché sa gêne devant un tel gâchis.

"Je suis partagée par un sentiment de colère et de déception. Je comprends maintenant quelle a été la difficulté de mon collègue Ngazouzé à terminer ce chantier", s'est-elle indignée. Avant de souhaiter que des enquêtes minutieuses soient diligentées contre les entreprises adjudicatrices de ce marché.